LES INSTITUTIONS ET ORGANISMES ÉCONOMIQUES INTERNATIONAUX

ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE (GATT)

Depuis 1948, le GATT est le principal organisme international qui s'occupe de libéraliser le commerce mondial et de négocier la réduction des mesures de restriction et de distorsion du commerce. Même si la Russie et la République populaire de Chine n'en sont pas encore membres, il compte au-delà de 100 membres qui représentent plus de 90 % des échanges internationaux. Le GATT, qui établit des règles pour le commerce international des biens, cherche dans le cadre de l'Uruguay Round à négocier la réglementation des investissements, des services, de la propriété intellectuelle et du commerce du textile et du vêtement.

L'une des principales fonctions du GATT est de fournir un cadre de règlement des différends commerciaux entre les gouvernements. Lorsque les consultations informelles échouent, les pays membres peuvent recourir au mécanisme de règlement des différends du GATT qui prévoit des consultations officielles. Si l'impasse persiste, on peut demander la constitution d'un groupe spécial du GATT.

Sept rondes de négociations commerciales multilatérales ont eu lieu avant l'Uruguay Round. La dernière, le Tokyo Round, s'est déroulée de 1973 à 1979 et elle a permis d'adopter plusieurs accords internationaux importants. En plus de convenir de réductions tarifaires importantes, les parties contractantes du GATT avaient alors accepté d'assujettir à une plus grande discipline l'utilisation de barrières non tarifaires comme les licences d'importation, les subventions gouvernementales, les évaluations en douane, les normes techniques et les politiques en matière d'achats gouvernementaux. L'Uruguay Round représente, de l'avis d'un grand nombre, la négociation la

plus ambitieuse jamais entreprise dans le cadre du GATT.

Le Secrétariat du GATT a son siège à Genève et son directeur général est M. Arthur Dunkel, de la Suisse.

AGENCE DE L'OCDE POUR L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE (AEN)

Créée en 1956 sous le nom d'Agence européenne pour l'énergie nucléaire, l'AEN est devenue l'Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire en 1972 au moment de l'adhésion du Japon. Le Canada et les États-Unis en sont devenus membres en 1976. Organe subsidiaire, l'AEN a pour mandat de faire progresser la production et les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, y compris les applications des rayonnements ionisants.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE (AIEA)

Fondée en 1957 et ayant son siège à Vienne, l'AIEA s'occupe de coopération technique sur plusieurs questions se rapportant au domaine nucléaire, telles que la puissance et la sécurité nucléaires, la protection contre les rayonnements, la gestion des déchets et les applications du pouvoir non nucléaire. En outre, elle a élaboré un programme d'inspections, de vérifications et de contrôles d'inventaire qui se font sur place. Connues sous le vocable de « garanties », ces mesures sont destinées à empêcher des pays d'utiliser des matières nucléaires à des fins militaires plutôt que pacifiques. Les tentatives faites par des pays signataires du Traité sur la non-prolifération, notamment l'Irak et la Corée du Nord, pour mener des programmes clandestins d'armement nucléaire, ont toutefois amené plusieurs des